



DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du conseil municipal du 26 novembre 2025

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 14
Présents : 11
Pouvoir : 2
Absente : 1
Absents excusés : 2

Nombre de suffrages
exprimés : 13
Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

Date de convocation
17/10/2025

Date d'affichage
24/10/2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six du mois de novembre à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal de la commune de Chambon, régulièrement convoqué, s'est réuni, en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de l'Hôtel de ville, sous la présidence de Mme Angélique Peintre, Maire. Le quorum est atteint.

Présents : Mme Angélique Peintre (Présidente), M. Jean-Jacques Jacquemet, Mme Marie-Madeleine Poirier, M. Frédéric Moineau, Mme Sandrine Frère, M. Philippe Pissot, Mme Séverine Blay, Mme Aurélie Rouffignac, M. Michaël Billaud, Mme Yvonne Fèvre et M. André Verriest.

Absents excusés :

M. Pascal Maginot a donné pouvoir à Mme Marie-Madeleine Poirier.
Mme Pauline Alaphilippe a donné pouvoir à Mme Angélique Peintre.

Absente : Mme Evelyne de Monte.

Secrétaire de séance : M. Michaël Billaud.

Approbation de la révision de l'attribution de compensation

Le Conseil municipal,

Vu la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 ;

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C V 1°bis ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2025-02-01 du 11 février 2025 prévoyant les montants prévisionnels des attributions de compensation pour l'année 2025 ;

Vu le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 6 novembre 2025 ;

Considérant que la commune de Chambon, du fait de l'installation sur son territoire d'une unité de centre de soin de suite de l'hôpital de La Rochelle et d'un centre de soin palliatif de 10 lits à Marlonges, assume le traitement administratif d'un nombre de décès très important, bien supérieur par exemple aux communes de Surgères et d'Aigrefeuille d'Aunis réunies, entraînant des coûts de traitement administratifs très importants ;

Considérant que la commune de Chambon assume ces charges de centralité sans bénéficier de dotations ou financements permettant la prise en compte de ces charges ; que la conférence des Maires du 6 juin 2023, puis la commission finances du 31 août 2023 ont proposé une participation de la communauté de communes au financement de ce service via une révision de l'attribution de compensation de la commune, cette dernière devant ensuite faire l'objet d'une actualisation annuelle en fonction des nombre d'actes traités et du taux horaire de l'agent concerné ;



AR Prefecture

017-200041614-20251118-2025_11_08-DE
Reçu le 27/11/2025Aunis-
Sud

Imagine la futuralté

COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du mardi 18 novembre 2025
DELIBERATION n°2025_11_08

REVISION DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DE LA COMMUNE DE CHAMBON

Nombre de membres :			L'an deux mille vingt-cinq, le dix-huit novembre à dix-huit heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Aunis Sud, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes sur la commune de Surgères, sous la présidence de Monsieur Jean GORIOUX
En exercice	Présents	Votants	
50	35	41	
Quorum : 26			
Présents / Membres titulaires : Jean GORIOUX – Catherine DESPREZ (a reçu pouvoir de Frédérique RAGOT) – Christian BRUNIER – Raymond DESILLE – Micheline BERNARD – Eric BERNARDIN (a reçu pouvoir de Jean-Michel SOUSSIN) – Gilles GAY – Pascal TARDY – Christophe RAULT – Anne-Sophie DESCAMPS – Didier BARREAU – Pascale GRIS – Barbara GAUTIER – Christelle GRASSO – Marie France MORANT – François PELLETIER (a reçu pouvoir de Joël LALOYAU) – Baptiste PAIN (a reçu pouvoir de Olivier DENECHAUD) – Emmanuel JOBIN – Florence VILLAIN – Pascal MAGINOT (a reçu pouvoir de Angélique PEINTRE) – Catherine MOREAU – Lydia BERETTI – Philippe BARITEAU – Bruno CALMONT – Philippe BODET – Christophe FOLOPPE – Valérie RIVÉ – Maryllse BOCHE – Sylvie PLAIRE (a reçu pouvoir de Stéphane AUGÉ) – Jean-Yves ROUSSEAU – Kevin BAYNAUD – Laurent ROUFFET – Didier TOUVRON – Danielle BALLANGER			
Présents/ Membres suppléants : Richard MOREAU			
Absents : Hervé GAILDRAT (excusé), David CHAMARD (excusé) Éric GUINOISEAU, Emmanuel NICOLAS, Steve GABET, Matthieu CADOT, Pascale BERTEAU, Younes BIAR, Thierry BLASZEZYK			

Secrétaire de Séance : Baptiste PAIN
Convocation envoyée le : 12 novembre 2025
Affichage de la convocation le : 12 novembre 2025

Auteur de l'acte : Jean GORIOUX, Président
Télétransmission en préfecture le : 27 NOV. 2025
n°: 017-200041614-20251118-2025_11_08-DE
Date de publication sur le site Internet : 27 NOV. 2025



AR Prefecture

017-200041614-20251118-2025_11_08-DE
Reçu le 27/11/2025

A l'unanimité

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve la révision de l'Attribution de Compensation de la Commune de Chambon ainsi que suit :
 - o Attribution de compensation diminuée de 1 286,64 €
 - o Ce qui porte le montant total de l'Attribution de Compensation de Chambon à + 549,05 €
- Rappelle que cette révision doit faire l'objet de délibérations concordantes du Conseil Communautaire et du Conseil Municipal de la Commune de Chambon
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

Pour Extrait Conforme :
Les signatures sont au registre.
Fait à Surgères,
Le 25 novembre 2025

Le Président

Jean GORIOUX



Le secrétaire de séance

Baptiste PAIN

Délais et voies de recours

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application Internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

